

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/HND/6

1<sup>er</sup> mai 2002

(02-2480)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions posées par l'AUSTRALIE<sup>1</sup>, les COMMUNAUTÉS  
EUROPÉENNES<sup>2</sup>, les ÉTATS-UNIS<sup>3</sup>, le JAPON<sup>4</sup> et la SUISSE<sup>5</sup>  
concernant la notification du HONDURAS<sup>6</sup>

La Mission permanente du Honduras a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 mars 2002.

Le gouvernement hondurien remercie les délégations de l'Australie, des Communautés européennes, des États-Unis d'Amérique, du Japon et de la Suisse des questions posées au sujet de la liste de programmes notifiés à l'OMC, afin de réserver son droit de recourir aux procédures établies dans le document G/SCM/39 dans le cadre de l'article 27:4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

En tant que pays figurant dans la liste de l'Annexe VII b), le Honduras a présenté sa réserve dans le document G/SCM/N/74/HND dans le but d'utiliser les procédures auxquelles se réfère le document G/SCM/39, au cas où le Honduras ne figurerait plus sur ladite Annexe. Nous avons en outre présenté toute la documentation à laquelle se réfère le paragraphe 6 b) avec renvoi au paragraphe 1 a) du document G/SCM/39.

Le Honduras, en sa qualité de pays figurant dans la liste de l'Annexe VII, souhaite souligner qu'il s'est uniquement réservé le droit de recourir aux procédures établies dans le document G/SCM/39 et qu'il ne demande aucune prorogation visée au paragraphe 1 b) du document de référence. Au vu de ce qui précède, pour plus de transparence et de manière volontaire, le gouvernement hondurien transmet les réponses aux questions posées par les délégations susmentionnées.

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/HND/2.

<sup>2</sup> G/SCM/Q3/HND/3.

<sup>3</sup> G/SCM/Q3/HND/4.

<sup>4</sup> G/SCM/Q3/HND/5.

<sup>5</sup> G/SCM/Q3/HND/1.

<sup>6</sup> G/SCM/N/74/HND.

## QUESTIONS DE L'AUSTRALIE

L'Australie présente la communication ci-après, qui contient une première série de questions/d'observations. Elle se réserve le droit de poser ultérieurement d'autres questions sur la demande visée.

En ce qui concerne le commentaire initial de la délégation australienne, le gouvernement hondurien souhaite souligner qu'en l'occurrence, il ne demande pas une prorogation au titre du paragraphe 1 b) du document G/SCM/39, mais se réserve uniquement le droit de recourir aux procédures établies dans le document de référence, au cas où le Honduras ne figurerait plus sur la liste l'Annexe VII.

**1. Quelles sont les conditions requises pour être admis à bénéficier des exonérations de taxes et de droits d'importation, au titre de la Loi sur la zone franche de Puerto Cortés? Quand cette loi a-t-elle été promulguée?**

### Réponse

Les conditions requises pour être admis à bénéficier des exonérations de taxes et de droits d'importation **au titre de la Loi sur les zones franches** sont les suivantes:

Les personnes physiques ou morales qui souhaitent bénéficier des dispositions de la loi précitée doivent en faire la demande auprès du Secrétariat d'État aux affaires industrielles et commerciales par l'intermédiaire d'un représentant légal, demande qui doit préciser:

- l'activité principale de l'entreprise;
- l'emplacement avec l'adresse exacte et le numéro de téléphone;
- les produits qui seront fabriqués et les marchés d'exportation.

La Loi sur la zone franche de Puerto Cortés a été promulguée par le Décret n° 356 du 19 juillet 1976 et modifiée par le Décret n° 131-98 du 20 mai 1998, Loi de promotion de la production et de la compétitivité et soutien au développement humain, dans laquelle la dénomination sociale "Zone libre de Puerto Cortés" a été remplacée par l'expression "Loi sur les zones franches", et dont les avantages et dispositions s'étendent à tout le territoire national.

**2. Les exonérations de taxes et de droits d'importation au titre de la Loi sur les zones industrielles de perfectionnement pour l'exportation sont-elles subordonnées à l'exportation de produits honduriens? Quand ce programme a-t-il été mis en place?**

### Réponse

Les incitations accordées en vertu de la Loi sur les zones industrielles de perfectionnement pour l'exportation ne sont pas subordonnées à l'exportation de produits honduriens. Ce programme a été introduit le 27 avril 1987, par le Décret n° 37-87.

## QUESTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

**Les Communautés européennes posent les questions ci-après sans préjuger de leur position finale concernant la demande et se réservent le droit de poser d'autres questions au cours des consultations.**

S'agissant du commentaire initial de la délégation des Communautés européennes, le gouvernement hondurien souhaite souligner qu'en l'occurrence il ne demande pas une prorogation au titre du paragraphe 1 b) du document G/SCM/39 mais se réserve uniquement le droit de recourir aux procédures établies dans le document précité, au cas où le Honduras ne figurerait plus sur la liste de l'Annexe VII.

**1. Veuillez indiquer si les programmes prévoient des formes de subvention autres que l'exonération des droits d'importation et des taxes intérieures (par exemple, dons, fourniture de marchandises ou de services).**

### Réponse

Les programmes présentés dans le document G/SCM/N/74/HND ne prévoient pas de formes d'avantages autres que l'exonération des droits d'importation et des taxes intérieures.

**2. Les programmes prévoient-ils une condition imposant l'utilisation de produits nationaux? Dans l'affirmative, veuillez décrire la disposition pertinente.**

### Réponse

Non.

## QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

**1. Le Honduras pourrait-il donner suffisamment de détails au sujet de ces programmes pour permettre d'établir si les procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39 leur sont applicables?**

### Réponse

Le Honduras figure sur la liste de l'Annexe VII et a présenté une réserve le 20 novembre 2001 pour recourir aux procédures spéciales, document G/SCM/39, au cas où il ne serait pas inclus dans cette liste.

Cette réserve, présentée dans le document G/SCM/N/74/HND, contient la liste des programmes associés à un droit de prorogation, lesquels satisfont exactement aux dispositions du paragraphe 2) du document G/SCM/39. Il est important de souligner que dans le document G/SCM/Q2/HND/2, du 23 août 1996, ainsi que lors du processus d'adhésion du Honduras au GATT de 1947, le gouvernement hondurien a présenté des renseignements sur ces programmes qui figurent dans les documents L/7028, L/7160/Rev.1 et L/7299. Le gouvernement hondurien établit actuellement une notification complète de ces programmes ainsi que des réponses au questionnaire de notification de subventions, conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

**2. Veuillez indiquer si ces programmes offrent d'autres incitations que l'exonération totale ou partielle des droits d'entrée et des taxes intérieures.**

Réponse

Les programmes notifiés dans le document G/SCM/N/74/HND n'offrent pas d'autres formes d'avantages que l'exonération des droits d'entrée et des taxes intérieures.

**3. Veuillez indiquer les taux de droits et les taux de la taxe de consommation et de l'impôt sur les bénéfices que les sociétés acquitteraient normalement, en l'absence de ces programmes.**

Réponse

**a) Droit de douane habituel**

Type de bien	Droit de douane
Matières premières	0%
Produits semi-finis	10 et 5%
Machines, équipements, pièces de rechange et accessoires	0%

**b) Autres droits**

Taux de droit sur les ventes: 12%.

**c) Taux de l'impôt sur les bénéfices**

Personnes morales et commerçants individuels

Fourchette de recettes en Lempiras	Taux
De 0,01 à 200 000,00	15%
Supérieures à 200 000,00	25%

**4. Les subventions prévues par l'un quelconque de ces programmes sont-elles subordonnées à l'utilisation de produits d'origine nationale?**

Réponse

Non.

**5. Le Honduras pourrait-il fournir des statistiques sur le nombre de sociétés qui bénéficient de chacun de ces programmes, les secteurs qu'elles représentent et la valeur de leurs exportations?**

RéponseExportations dans le cadre des régimes spéciaux et nombre d'entreprises bénéficiaires

Rubrique	1997		1998		1999			2000		
	RIT	ZIP	RIT	ZIP	RIT	ZIP	ZOLI	RIT	ZIP	ZOLI
Exportations*	793,73	460,83	753,01	894,31	604,05	988,38	n.d.	695,44	887,36	n.d.
Nombre d'entreprises bénéficiaires	299	104	254	114	246	145	n.d.	222	136	55

\* En millions de dollars.

n.d.: non disponible

**6. Veuillez indiquer la durée des subventions prévues par ces programmes.**

Réponse

Les avantages accordés actuellement aux entreprises soumises au régime d'importation temporaire (RIT), à la zone franche de Puerto Cortés (ZOLI) et aux zones industrielles de perfectionnement (ZIP) ne sont pas limités dans le temps. Toutefois, les entreprises soumises au RIT ne bénéficient pas de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices, conformément au Décret n° 135-94 du 28 octobre 1994.

**QUESTIONS DU JAPON**

**Le Honduras pourrait-il indiquer en quelle année la zone franche de Puerto Cortés (ZOLI), les zones industrielles de perfectionnement (ZIP) et le régime d'importation temporaire (RIT) ont été établis?**

Réponse

1. La Loi sur la zone franche de Puerto Cortés (ZOLI) a été établie par le Décret n° 356 du 19 juillet 1976. Cette loi a été modifiée par le Décret n° 131-98 du 20 mai 1998, dans lequel la dénomination sociale de la ZOLI a été remplacée par "Zones franches", et dont les avantages et dispositions s'étendent à tout le territoire national.

2. Le régime d'importation temporaire (RIT) a été établi par le Décret n° 37 du 20 décembre 1984 et modifié par le Décret n° 190-86 du 31 octobre 1986 et le Décret n° 135-94 du 28 octobre 1994.

3. La Loi sur les zones industrielles de perfectionnement pour l'exportation (ZIP) a été établie par le Décret n° 37-87 du 27 avril 1987.

**QUESTIONS DE LA SUISSE**

**La Suisse note que le Honduras réserve son droit de recourir aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39. Nous voudrions encourager le Honduras à se conformer pleinement aux prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et à présenter dans les meilleurs délais une notification complète de ses programmes de subventions existants.**

Réponse

Nous prenons note de la préoccupation de la délégation suisse. Dans ce sens, le gouvernement hondurien travaille actuellement à l'élaboration d'une notification complète de ces programmes ainsi qu'à la présentation des réponses au questionnaire de notification des subventions, conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

---